

# Tribune socialiste

N° 348 / 16 NOVEMBRE 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



## Jeunesse d'Octobre

Jean-Marie VINCENT

Il y a cinquante ans le parti bolchevik prenait le pouvoir à Petrograd, puis quelque temps après, à Moscou. « Coup d'Etat ! » a-t-on dit alors dans les milieux conservateurs et sociaux-démocrates. « Coup d'Etat ! » répète-t-on encore aujourd'hui dans les mêmes milieux. Il est au fond si commode de rabaisser un tel événement à un ensemble de circonstances plus ou moins fortuites, à quelque chose qui est privé du caractère de la nécessité historique, ou plus précisément à un ensemble d'actions qui ont fait dévier l'évolution de son

cours normal, mais qui n'empêcheront tout de même pas le « bon sens » de triompher.

Et pourtant, si l'on peut retenir une chose du flot de commentaires, de reportages historiques, plus ou moins bien inspirés qui nous a submergés ces dernières semaines, c'est bien l'importance décisive qu'a prise la révolution d'Octobre aux yeux d'une grande partie de l'humanité, la valeur de symbole qu'elle a pour les exploités et les opprimés de toute la planète. En fait même les commentateurs les plus hostiles ne peu-

vent pas se départir de l'impression, que la révolution d'Octobre 1917, quoi qu'ils en aient, est une date tournante dans l'histoire du vingtième siècle.

### Un pouvoir destructible

C'est qu'en effet, avec le triomphe de la révolution d'Octobre et la victoire des bolcheviks dans l'atroce guerre civile qui suivit, le pouvoir de la bourgeoisie est apparu périssable, destructible, en un mot transi-

(suite page 3)



### La pratique budgétaire

Jacques Malterre

### Paris, capitale du sous-emploi

Jean-Claude Gillet

### Etudiants : reprise de l'action

Jean Tercé

### Faillite d'une télévision

René Lali

### C.F.D.T. une vaste réflexion

Christian Guerche

□ Les poings sur les i

## La politique malade

**L**a clubomanie fait des ravages. M. J.-C. Fortuit, candidat malheureux aux dernières élections législatives, qu'on eut le triste privilège de découvrir sur les écrans de l'O.R.T.F., où sa figure triste et compassée était censée refléter l'enthousiasme des générations montantes pour le gaullisme, M. Fortuit, donc, vient de créer le club Jeune France.

Exception faite de ceux qui sont regroupés dans la C.I.R. « militante », ce club, comme tous ses pareils à gauche, au centre, à droite, se donne pour mission de scruter, d'inventorier, de disséquer la réalité française, et d'établir des dossiers. Destinés à qui ? dont on fera quoi ?

C'est un signe des temps. On n'appelle plus guère la jeunesse à transformer le monde (en commençant par la France), donc de se transformer elle-même par l'action quotidienne concrète. On la convie à des travaux d'experts en laboratoire. Ecrivez des rapports « riches », « complets », il en restera toujours quelque chose !

C'est le symptôme d'une maladie grave. La politique devient l'apanage de minorités spécialisées vouées aux séminaires et colloques.

Délaissées, les masses demeurent en dehors du jeu qui se joue. Il ne leur restera bientôt plus qu'à consommer dans la solitude une Histoire que d'autres — de moins en moins nombreux — feront à leur place.

Cette Histoire-là, forcément, ne sera ni la plus belle ni la plus conforme aux vœux des véritables partisans du socialisme.

André LAUDE.

## □ La répression de Pretoria

**U**n procès, parmi d'autres, retient actuellement l'attention en Afrique du Sud. Il concerne trente-sept militants, du Sud-Ouest africain, accusés d'être entrés en Afrique du Sud-Ouest avec l'intention d'y mener une action de révolution violente, dans le but de renverser le gouvernement actuel, et d'y avoir créé des centres d'entraînement à la guérilla. Parmi eux, le président et le secrétaire général du S.W.A.P.O. (S.-W. African People's Organization).

Le mouvement *Defence and Aid*, qui donne des informations sur ce procès, fait remarquer que, aux termes de la résolution votée lors de la dernière session de l'assemblée

générale des Nations unies, le mandat de l'Afrique du Sud sur l'Afrique du Sud-Ouest est expiré, et que le gouvernement de Pretoria ne saurait prétendre exercer aucune autorité légale sur ce territoire : par conséquent, l'arrestation et la détention des trente-sept citoyens africains du Sud-Ouest sont illégales.

D'autre part, les prisonniers sont détenus et jugés dans les conditions définies par le « Terrorism Act », décrété en juillet dernier, comme amendement (le 84<sup>e</sup> depuis 1950) à la loi pour la suppression du communisme.

Aux termes de ce décret, toute personne suspecte, ou susceptible de fournir des renseignements sur un acte de terrorisme, peut être arrêtée sans motivation, et détenue au secret pour une durée indéterminée « pour les besoins de l'interrogatoire ». Aucun recours à une défense ne lui est possible. Il appartient à l'inculpé de faire la preuve de son innocence. Le ministre n'est tenu d'informer ni le Parlement, ni le public, ni les familles elles-mêmes au sujet de ces arrestations ou détentions.

Le seul fait d'être poursuivi en vertu de cet « Act » transforme un délit mineur en crime passible de la peine de mort...

Un journal sud-africain a annoncé récemment que l'un des accusés, M. Kaporu, était mort dans un hôpital de Pretoria, le 12 octobre. Il aurait reconnu avoir reçu un entraînement militaire en Afrique du Sud-Ouest et possédé des armes. Il serait mort de « mort naturelle »...

On apprenait dans le même temps le suicide, dans la cellule où il était détenu dans les conditions prévues par le « Terrorism Act » (qui est rétroactif) d'un Africain âgé, M. Madiba, bien connu pour son action politique dans les milieux paysans.

### *Defence and Aid :*

- affirme que seule une action internationale peut sauver la vie des accusés qui comparaissent actuellement à Pretoria;
- suggère des démarches auprès des ambassades des différents pays, faisant valoir l'illégalité des poursuites engagées contre des citoyens de l'Afrique du Sud-Ouest;
- demande que des protestations, émanant de milieux divers : juristes, intellectuels, travailleurs, etc., soient adressées au ministre de la Justice et au Premier ministre d'Afrique du Sud (Union Buildings, Pretoria, Johannesburg), demandant la mise en liberté des inculpés;
- demande à ces mêmes milieux — à titre collectif ou individuel — de s'adresser au président des Affaires générales de la *Croix-Rouge internationale* (7, av. de la Paix, Genève) pour solliciter de cette organisation qu'elle procède à des visites régulières — tous les six mois — dans les prisons sud-africaines, et qu'elle étend ses en-

quêtes à tous les lieux où des personnes sont détenues au secret.

Rappelons que, lors de sa dernière session à Genève, la commission des Nations unies pour le respect des droits de l'homme a adopté une résolution condamnant les traitements pénaux infligés dans les prisons sud-africaines. La commission s'estime profondément troublée par les tortures et autres cruautés dont sont l'objet les détenus accusés d'avoir transgressé aux lois de la ségrégation. □

## □ Réplique de la N.A.S.A.

**3**, 2, 1, 0; il s'écoulera 8,8 secondes avant que le premier étage de la « Saturne V » ne développe ses 3.500 tonnes de poussée qui arracheront du sol le monstre de 110 mètres de haut qui placera sur une orbite terrestre une charge utile de 126 tonnes.

Le compte à rebours s'est effectué sans une seule interruption et la mise à feu à l'heure exacte.

C'est un véritable tour de force que les Américains viennent de réussir là.

Le vol autour de la Terre s'est déroulé de façon impeccable, et comme l'entendaient les techniciens de la N.A.S.A. Pourtant, deux « premières » ont été tentées et réussies.

Tout d'abord, il fallait remettre à feu le troisième étage solidaire de la cabine « Apollo » pour opérer un changement d'orbite. Quand on saura que le carburant utilisé est un mélange d'hydrogène et d'oxygène liquide et que c'est la première fois qu'une remise à feu est faite dans ces nouvelles conditions, il est aisé de voir que le succès est extraordinaire.

Secondement, il fallait essayer le service module (compartiment moteur) du véhicule « Apollo », qui assure à lui seul les corrections de trajectoire d'« Apollo » près de la Lune, le freinage qui permettra à l'engin de prendre une orbite lunaire, le démarrage et les corrections de trajectoire pour le retour vers la Terre. Là aussi, réussite totale; d'ailleurs, une défaillance et la catastrophe est presque inévitable.

Dernier point majeur : l'essai du « bouclier » thermique d'« Apollo ». L'expérience a montré que, précipité vers le sol, le command module (compartiment où se trouveront les astronautes lors du retour) a résisté à l'échauffement intense d'une température de quelque 3 000 °C.

Ainsi, les Américains ont à leur tour franchi une étape capitale de leur programme spatial.

Théoriquement, leur plan de débarquement lunaire doit réduire au mieux les risques de panne. Mais la

Tribune Socialiste  
Hebdomadaire du  
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique  
Christian Guerche

Directeur adjoint  
Claude Glayman

Rédacteur en chef  
Eric Bergaire

Administration :  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15<sup>e</sup> - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège  
de l'Administration

Abonnements :  
C.C.P. Paris 58 26 65  
6 mois 18 F - 1 an 35 F  
Soutien à partir de 70 F  
Changements d'adresse : 1 F  
Directeur de la Publication :  
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

fiabilité d'un énorme engin comme « Saturne V » qui développe au total une puissance de 5 000 tonnes et est totalement nouveau risque de ne pas être meilleure que les déjà « classiques » fusées soviétiques.

La mission « Apollo » vise la mise du véhicule spatial sur orbite lunaire et la séparation d'un petit engin, le « L.M. », qui permettra à deux astronautes d'effectuer l'aller-retour vaisseau-sol lunaire.

Cette méthode « linéaire » de vol sans escale présente la difficulté énorme de la fiabilité de millions de composants, d'où l'impitoyable contrôle que doit exercer la N.A.S.A.

Cette exigence rend la tâche des Américains plus longue dans la conquête de la Lune.

Certes, les succès sont là, et celui de « Surveyor 6 », qui a « atterri » en douceur sur la Lune, alors qu'il s'est posé dans une région des plus tourmentées, rend les dirigeants de la N.A.S.A. très optimistes. □

## □ Carnet

● Nous apprenons avec plaisir le mariage de Michel Hollard, membre du C.P.N., avec Mlle Solange Cyr. Nous leur adressons nos meilleurs vœux.

● Notre collaborateur et ami Elie Kagan et Marguerite Kagan sont heureux de vous faire part de la naissance de leur seconde fille Myriam. Toutes nos félicitations.

Sous le titre général de « *Octobre en question* » nous commençons aujourd'hui la publication d'une série d'articles consacrés à des aspects très divers de la révolution d'Octobre, considérés au travers de leurs prolongements actuels.

Les leçons de la révolution de 1917 sont loin d'être tirées, et l'analyse comme la critique, d'un événement qui a changé la face du monde, restent à bien des égards à faire.

Notre journal pour sa part, essaiera de contribuer au vaste débat, qui à la lumière d'Octobre, est posé à la gauche française et au mouvement ouvrier mondial.

Pas dans le souci d'une commémoration formelle, mais au contraire pour mettre à jour l'essentiel des leçons l'Octobre 1917, en évitant l'imagerie ou le conformisme, mais sans en oublier la grandeur et les extraordinaires perspectives.

(suite de la page 1)

toire. Alors que la Commune de Paris n'avait été qu'un épisode bref, la révolution russe, elle, avait pu s'affermir, et avec l'aide d'une grande partie de la classe ouvrière du monde occidental, avait même pu affronter l'intervention étrangère.

Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que depuis cette période, des générations de révolutionnaires aient puisé encouragement et inspiration dans l'exemple d'Octobre, dans les productions théoriques et dans les réalisations pratiques des communistes soviétiques.

En outre, l'U.R.S.S. du communisme de guerre, de la N.E.P., puis des plans quinquennaux, vaste champ d'expériences sociales et économiques sans précédent, a démontré que les rapports de productions capitalistes n'étaient pas inévitables à notre époque et que dans des conditions extraordinairement difficiles (misère, rareté) l'organisation collective de la production pouvait obtenir des résultats sans commune mesure avec ceux obtenus par les nations bourgeoises du début du capitalisme. L'U.R.S.S. eût-elle été détruite par les hitlériens au cours de la Seconde Guerre mondiale que ces réalisations seraient restées un point de référence obligatoire du mouvement socialiste international. On ne peut plus effacer la révolution d'Octobre et faire qu'elle n'ait pas été.

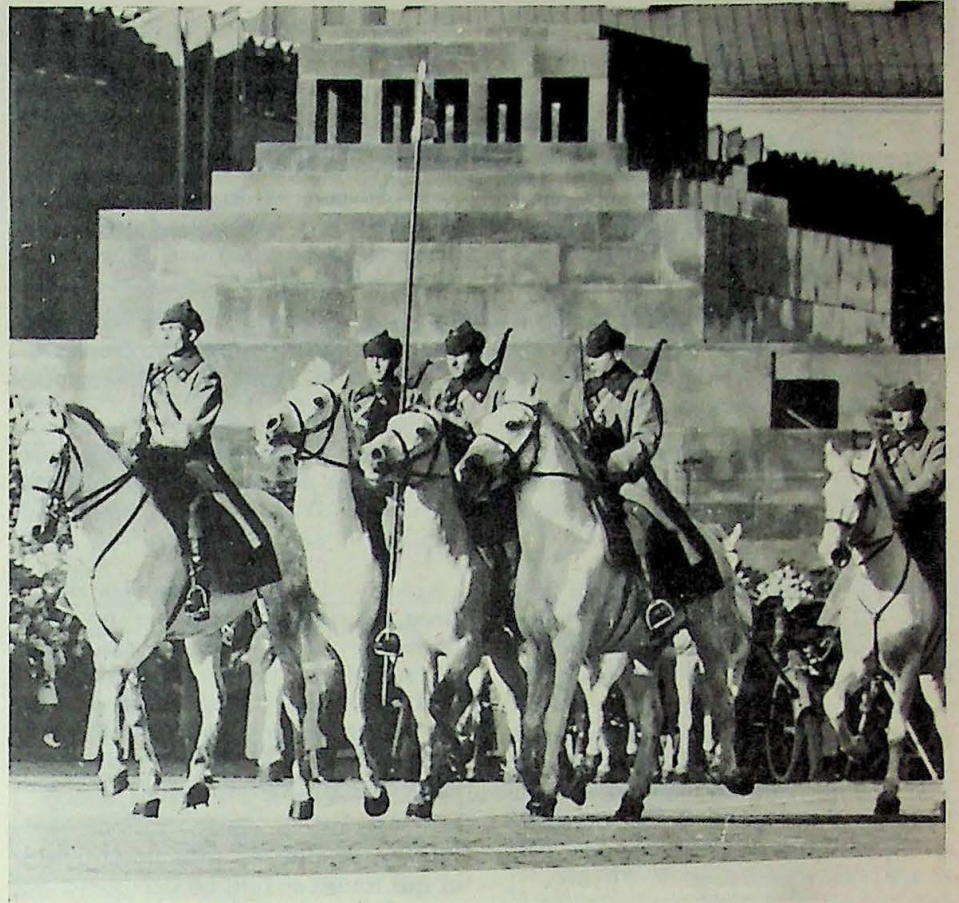
Mais est-il possible dès aujourd'hui de dire qu'Octobre a justifié tous les espoirs que mettaient en lui les révolutionnaires du monde entier, que le bilan à tracer est sans ombres ? Evidemment non. Dans son dernier ouvrage, Isaac Deutscher, un des meilleurs historiens de l'Union soviétique a qualifié la révolution d'Octobre de « révolution inache-

vée » en faisant référence au lourd passif du stalinisme et aux réformes limitées de la période khrouchtchévienne. Le terme n'est pas trop fort quand on songe à l'étranglement progressif de la démocratie en Union soviétique, aux purges de la période stalinienne, à la répression contre les intellectuels, aux difficultés de la planification et de l'économie. Il serait sans doute même plus exact de parler d'une révolution entravée dans son essor par l'énorme pression du monde capitaliste et retombée dans des formes de direction et de gestion bureaucratiques qui sont la négation même de la démocratie socialiste.

### Un chemin périlleux

Sur le plan international on ne peut pas dire non plus que les promesses d'Octobre aient été entièrement tenues. Certes, de nouveaux pays ont été arrachés à la domination capitaliste en Europe (les démocraties populaires et la Mongolie extérieure). Certes, la révolution socialiste a triomphé en Yougoslavie, en Chine et à Cuba, ce qui potentiellement représente une menace mortelle pour l'impérialisme. Mais il faut bien constater que ces victoires remportées sinon contre la volonté, du moins contre l'avis formel des dirigeants soviétiques, ont été accompagnées d'échecs graves dans d'autres parties du monde (Grèce, Iran, Indonésie, Espagne, etc.), qui plus est, au sein des révolutions victorieuses elles-mêmes, l'influence du stalinisme et de ses méthodes d'organisation a rendu plus périlleux, plus difficile le chemin vers la démocratie socialiste. Les tendances à la planification en Yougoslavie, les convulsions d'une « révolution culturelle » en Chine qui cherche à lutter contre la bureaucratisme avec des moyens eux-mêmes largement bureaucratiques, montrent clairement que le combat contre les conséquences négatives de l'héritage stalinien ne sera ni simple, ni vraisemblablement rapide.

Cet inachèvement de la révolution commencée en octobre 1917 ne pouvait naturellement pas ne pas avoir de conséquences négatives dans le monde capitaliste avancé. Les formes prises par les pouvoirs non capitalistes, même si l'on admet que la propagande anticommuniste a noirci à dessein le tableau, n'avaient rien et n'ont toujours rien pour attirer les travailleurs des pays occidentaux. Il a par la suite été relativement facile aux idéologues des classes dominantes de présenter au cours de la guerre froide, le communisme comme une technique d'industrialisation pour pays sous-développés, comme un totalitarisme impropre à résoudre les problèmes des exploités du capitalisme développé, bref, comme un régime rétrograde pour les sociétés dites industrielles. Par là se trouvait peu à peu creusé un fossé entre les différentes composantes du mouvement socialiste international.



Octobre 67 : Sur la Place Rouge.

A.F.P.

### Valeur de l'internationalisme

Apparemment en ce cinquantième anniversaire d'Octobre, ce fossé semble s'élargir si l'on se réfère aux seuls rapports entre Chinois et Soviétiques. Mais rien ne serait plus trompeur que de s'en tenir à cette apparence. Dans leur lutte quotidienne contre l'agression américaine, le F.N.L. et la R.D.V. font appel à la solidarité des peuples du monde entier, y compris à la solidarité du peuple américain. Les communistes cubains, tout près de la gueule du loup, soulignent l'interdépendance des combats de libération dans les différentes parties du monde, qu'ils prennent ou non la forme de guerres révolutionnaires. Dans les pays capitalistes, l'énorme popularité de Che Guevara — même si l'on tient compte du goût de l'exotisme et de la recherche de substituts à sa propre inaction typique d'une partie de la gauche — traduit une prise de conscience graduelle de la valeur de l'internationalisme.

De plus en plus nombreux sont les socialistes, organisés ou non, qui se rendent compte que la diversité des luttes n'exclut ni leur complémentarité, ni leur convergence.

En ce sens, on peut parler d'une nouvelle jeunesse de la révolution d'Octobre, d'un renouveau de son attraction révolutionnaire. L'audace, l'esprit critique qui furent la caractéristique de la génération de Lénine, de Trotski, de Boukharine et de Zinoviev, sont en train de naître dans de nouvelles générations qui, dans les maquis d'Amérique latine, dans les manifestations organisées par la nouvelle gauche américaine, dans les luttes contre la social-démocratisation en Europe, montrent qu'ils refusent de se plier à la religion du fait accompli, chère aux « habiles » de la gauche respectueuse. L'achèvement d'Octobre n'est certainement pas pour tout de suite, mais il est important de savoir que c'est une tâche que l'on peut se fixer dès aujourd'hui. □

A l'initiative de la XV<sup>e</sup> section du P.S.U., grande réunion-débat, le

LUNDI 27 NOVEMBRE, à 20 h 45

au cinéma Saint-Lambert (6, rue Pecllet, 15<sup>e</sup>, métro Vaugirard)

### TROIS CONTINENTS, TROIS JOURNALISTES, TROIS TEMOIGNAGES

Jacques Decornoy (*le Monde*), Albert-Paul Lentin (*le Nouvel Observateur*) et Marcel Niedergang (*le Monde*)

**OU EN SONT LES LUTTES REVOLUTIONNAIRES  
EN ASIE, EN AFRIQUE ET EN AMERIQUE DU SUD ?**

C. P. N.

## Les luttes sociales en France

*Nous publions aujourd'hui la résolution sur les luttes sociales votée par le Comité politique national. Elle vient compléter l'ensemble des résolutions issues de la dernière réunion du C.P.N., dont nous avons publié l'essentiel la semaine dernière.*

*Dans nos prochains numéros, nous donnerons les extraits les plus significatifs des rapports qui ont été présentés au Comité politique national, et qui ont été l'objet des discussions des membres du C.P.N.*

**S**i le mouvement unitaire syndical a permis de grands développements des luttes sociales, si la perspective de grèves régionales et de grèves européennes permet de préjuger un nouveau bond en avant, il n'en reste pas moins que la conjonction des actions syndicales et politiques d'une part, et la nécessité d'un plan global offensif d'autre part restent les problèmes de l'heure.

Sur six points, le P.S.U. entend apporter sa contribution dans cette stratégie.

1° La lutte pour l'augmentation des salaires qui fait l'objet de très nombreuses actions revendicatives prendra une importance croissante dans les mois qui viennent du fait de la détérioration du pouvoir d'achat. L'amélioration de celui-ci correspond d'ailleurs à une nécessité économique car la relance de la consommation est l'un des facteurs indispensables au redémarrage de l'expansion économique.

2° L'accent doit également être mis sur l'amélioration des conditions de travail, l'organisation de celui-ci, et la réduction des horaires, sans diminution de salaire. Il faut aussi, dans cette perspective, que l'on dévoile et que l'on conteste activement que si dans chaque entreprise, la nature même des rapports employeurs-

employés, l'autoritarisme des directions, la concentration des pouvoirs dans une seule main, l'organisation du travail, sa durée, le système de rémunération, la plus ou moins grande liberté de parole, d'assemblée, de presse, ainsi que les atteintes générales aux droits syndicaux.

3° Devant les concentrations capitalistes, de plus en plus nombreuses, et qui toutes se font au détriment des travailleurs, le P.S.U. considère que la lutte pour l'emploi est prioritaire. Celle-ci a dépassé la limite de l'action purement syndicale, de plus en plus nombreux les salariés ressentent la nécessité d'une solution politique à ces problèmes.

4° L'abrogation des ordonnances sur la S.S. est une nécessité absolue. Mais l'action doit être soutenue grâce à l'élaboration par les syndicats, les organisations familiales et sociales et les partis de gauche d'un programme de développement de la Sécurité sociale.

Ce programme doit définir la part du produit national qu'il faut consacrer aux dépenses de santé pour assurer à chacun les prestations d'une médecine moderne. Il doit également intégrer l'ensemble des prestations sociales dans un plan préparé d'une manière démocratique et financée grâce à un prélèvement sur

l'ensemble du revenu national et grâce à des réformes de structures dans le domaine de l'hospitalisation et de la pharmacie.

5° Il faut rendre effective la traduction des luttes syndicales en projets ou contre-projets à la politique gouvernementale : tout d'abord en utilisant l'arme parlementaire, mais en liaison directe avec la plateforme syndicale (par exemple projet de loi sur les Comités d'entreprise, sur la protection des délégués syndicaux, sur le contrôle de la formation professionnelle, etc.).

Mais aussi en utilisant les possibilités de contre-propositions globales à l'action gouvernementale (avec les points d'impact différenciés : urbanisme, logement, santé, etc.).

6° Les travailleurs étrangers, partie intégrante de la classe ouvrière en France, sont actuellement surexploités : ils occupent en général les emplois les moins bien payés, les plus durs, exigeant le moins de formation professionnelle, et ne jouissent pas de tous les droits de représentation des salariés (délégués du personnel — au Comité d'entreprise — sans parler des droits politiques).

En outre, ils sont en général très mal logés. Améliorer la situation des travailleurs français sans améliorer en même temps celle des travailleurs étrangers serait un leurre et un manque de solidarité.

Notre parti doit, comme les syndicats, entreprendre une action de soutien des travailleurs immigrés pour leurs droits à l'éducation et à la formation professionnelle, pour le droit au logement convenable, pour un droit de représentation sociale et municipale, et pour un accès facilité à tous les emplois qualifiés.

7° Il est de plus en plus évident que les revendications populaires ne peuvent pas aboutir dans le cadre du régime gaulliste. Mais l'instauration d'un pouvoir démocratique et socialiste exige la coordination de toutes les forces politiques et syndicales qui luttent dans le même sens.

Le P.S.U. a proposé la conclusion entre les partis de gauche et les syndicats d'un accord sur la base d'un contre-plan qui montre clairement ce qu'il serait possible de faire dans un délai déterminé. Il a lui-même opposé au V<sup>e</sup> Plan gaulliste un contre-projet cohérent et chiffré qui comprenait notamment :

- la détermination des objectifs sociaux et économiques à atteindre dans les cinq ans à venir sur le plan national, comme dans le cadre de différentes régions ;
- la définition des moyens politiques nécessaires à leur réalisation (budget pluri-annuel de l'Etat, plan particulier pour le secteur public, programmation des prestations sociales) ;
- l'énoncé des réformes de structures indispensables à la modification des rapports de force dans la société et sans lesquels l'ensemble du projet ne saurait aboutir.

Le contre-plan élaboré en commun par l'ensemble des organisations pourrait faire l'objet d'un contrat respectant l'autonomie du mouvement syndical, précisant les moyens d'aboutir à la victoire commune et comportant des rencontres périodiques pour procéder à un examen de la politique gouvernementale et à un contrôle de l'exécution des engagements pris.

Le P.S.U., en effet, rappelle que pour lui les syndicats ont non seulement le pouvoir de contestation, mais aussi celui d'élaboration et de contrôle. L'action des syndicats se poursuivra d'ailleurs dans la démocratie socialiste. Loin d'être intégrés dans l'appareil d'Etat, ils garderont un rôle autonome.

C'est donc dans le respect de l'autonomie syndicale que doivent être élaborées aujourd'hui et mises en œuvre les formes d'une coordination de l'action des partis de gauche et des syndicats, rendus urgente par l'agression du pouvoir gaulliste contre les conquêtes ouvrières. □

Gaullisme

## U.N.R. : en attendant Lille

Lucien Saintonge

**A**ucune perspective électorale ne semble immédiate et cependant de grandes formations ou partis politiques s'agitent avant de tenir leurs Congrès, Assises ou Conventions d'ici à la fin de l'année. Tous recherchent en fait, dès maintenant, sur quel terrain et avec quelles armes ils ont intérêt à livrer la bataille décisive de l'après-gaullisme.

Les trois familles fédérées devront, une à une, se prononcer avant peu sur

un projet proposé par le Comité exécutif de la F.G.D.S. et qui concernera les structures de la Fédération. De son côté, le Centre démocrate réunit une « Convention à Nice », à la fin de cette semaine.

L'U.N.R., enfin, dont les leaders viennent de faire une bruyante « tournée des popotes » en province, tiendra de grandes Assises nationales à Lille les 24, 25 et 26 novembre.

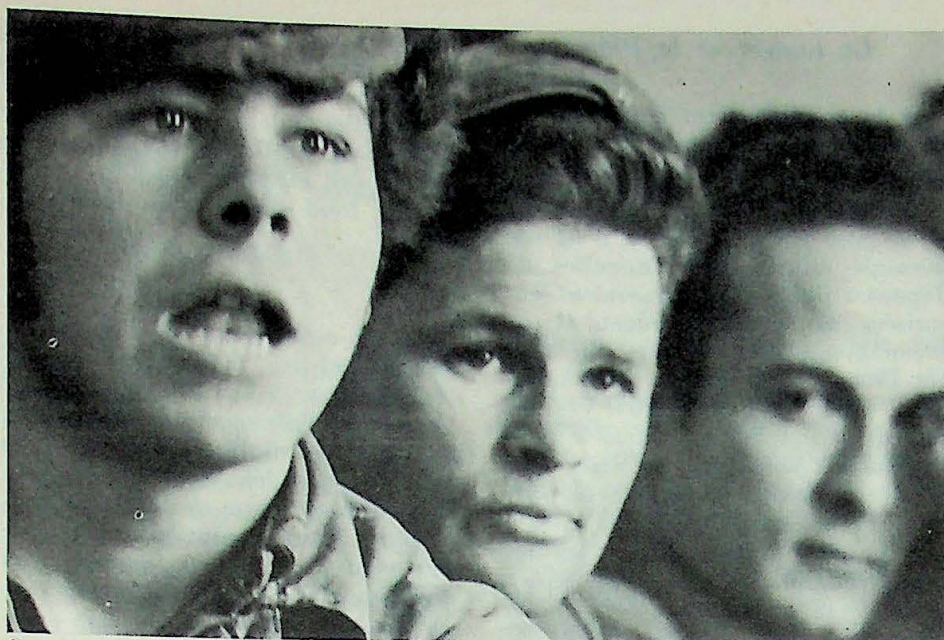
Les idées développées, à l'occasion des assises régionales, par les ministres du général ou chefs de file de l'U.N.R. laissent déjà présager de la tournure que prendra cette réunion : appel aux centristes sur le thème de de l'anticommunisme ; première phase, peut-être, de la constitution d'un grand parti conservateur en France.

### Un anticommunisme sommaire

Les signes avant-coureurs en sont tellement évidents que les « gaullistes de gauche » déclarent qu'ils n'iront pas à Lille se refusant aussi de cautionner une propagande anticommuniste sommaire ainsi qu'une confusion entre l'U.N.R. et la république de De Gaulle.

Giscard, pour sa part, reproche à Pompidou sa manière traditionnelle — très R.P.F. — de poser le problème du rôle du P.C.F. En posant ce même problème sous un aspect plus novateur, il pense qu'il serait possible — par la franchise de ses analyses — d'attirer d'autres centristes et même ceux qui, parmi les fédérés, ne sont pas encore convaincus du nécessaire accord avec les communistes.

Les partenaires de gauche du P.C.F. accepteront-ils cette brutale élimination de la scène politique française ? Les centristes céderont-ils à l'aimant gaulliste ? C'est à Lille, à la fin de ce mois, que le dispositif du pouvoir gaulliste sera mis au point pour parvenir à de telles fins. □



Ceux qui échouent à Paris.

Collombert

## Paris

## Capitale du sous-emploi

Jean-Claude Gillet

Il n'y a pas si longtemps, *Tribune socialiste* a rendu compte d'une enquête de notre collaborateur A. Echegut sur « les chômeurs d'aujourd'hui (1) ».

Nous savons qu'en ce début d'hiver, le chômage s'aggrave partout en France. Le cap des 400.000 chômeurs est désormais atteint, et l'on s'achemine allégrement vers les 500.000.

Or, contrairement aux données établies par la tradition, les dernières

statistiques du Bureau départemental et régional de la main-d'œuvre prouvent qu'aujourd'hui la situation est encore plus catastrophique à Paris et dans la région parisienne que dans le reste de la France.

Si Paris et sa région sont depuis longtemps les champions « de la vie chère », des embouteillages et autres aspects de notre vie quotidienne, elle peut désormais ajouter à son palmarès le record du chômage et du sous-emploi. Quelques chiffres :

COMPARAISONS DES DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI : PARIS-PROVINCE			
	1-11-67	1-11-66	Différence
<b>FRANCE</b>			
● Demandes d'emploi .....	216 650	155 655	+ 41 %
● Offres d'emploi .....	28 660	36 690	- 32 %
<b>PARIS</b>			
● Demandes d'emploi .....	23 657	15 632	+ 48 %
● Offres d'emploi .....	750	1 156	- 35 %
<b>DISTRICT</b> (Paris + Seine + Seine-et-Oise + Seine-et-Marne)			
● Demandes d'emploi .....	52 700	35 600	+ 47 %
● Offres d'emploi .....	2 185	3 360	- 35 %

Les quelques conclusions que nous pouvons tirer de ces données chiffrées sont les suivantes :

— Pour obtenir le nombre de chômeurs réels, il est couramment admis par les économistes de multiplier le nombre des demandes d'emploi par un coefficient de 1,9. Cela nous donne plus de 400.000 chômeurs sur 100.000 sur le district parisien.

— Entre 1966 et 1967, non seulement il y a une augmentation plus rapide des demandes d'emploi à Paris qu'en France (48 % au lieu de 41 %), mais parallèlement les offres d'emploi ont diminué plus vite dans la région parisienne qu'en province (— 35 % au lieu de — 32 %).

Combien de fois n'avons-nous pas entendu des voisins ou amis nous dire : « Je suis monté à Paris pour trouver du travail. » Dorénavant, il nous faudra, nous Parisiens, descendre en province.

## Les jeunes laissés pour compte

Les raisons de cet accroissement du sous-emploi à Paris sont connues : la politique anarchique de concentration ou bien les décentralisations d'entreprises vers la province suscitées par le gouvernement (2) permettent aux entreprises concernées, sous prétexte de réorganisation administrative et financière, de provoquer des licenciements collectifs ou des

compressions de personnel. Citons, à Paris : Bull, Bréguet, la S.N.E.C.-M.A., la C.G.C.T.... ou total 10.000 chômeurs.

Et encore, ne parlons pas des diminutions d'horaires de travail : chaque jour augmente le nombre des entreprises parisiennes ayant réduit à quarante heures les semaines de travail, avec les réductions de salaires en conséquence.

Mais là où la situation est vraiment dramatique, c'est dans le secteur des jeunes (18 à 24 ans) : les demandes d'emploi ont augmenté de 85 % ! Il ne fait pas bon aujourd'hui avoir moins de 24 ans et plus de 35 ans. Avant, c'est le chômage; après, le licenciement ou le déclassement !

Chômeurs secourus	1-10-67	1-10-66
Départ. de la Seine	16 222	10 357
		+ 56,7 %
Au 1-11-67 :		
France : 1 emploi offert pour 15 chômeurs.		
Région parisienne : 1 emploi offert pour 45 chômeurs.		
Paris : 1 emploi offert pour 88 chômeurs.		

## Une autre politique est possible

Ainsi, la politique suivie depuis des années par le gouvernement organise systématiquement le chômage.

## Une politique systématique

La Fédération de Paris du P.S.U. a rendu public le communiqué suivant :

La politique poursuivie depuis des années par le gouvernement crée systématiquement le chômage. L'une des rares réalisations effectives du V<sup>e</sup> Plan, c'est les 425 000 chômeurs « officiellement avoués » au début du mois d'octobre.

Face à cette politique antisociale qui met en cause leur droit au travail, les travailleurs n'ont plus d'autre choix que le recours à la violence. L'opinion publique prend conscience de cette situation à la suite de manifestations comme celles du Mans et de Mulhouse.

La Fédération de Paris du Parti Socialiste Unifié, avec les travailleurs de la région parisienne, est solidaire des luttes menées dans les différentes régions. Mais force est de constater que les actions engagées dans la région parisienne n'ont pas atteint une intensité comparable.

Et pourtant notre région, longtemps privilégiée est aujourd'hui la plus touchée par le sous-emploi. Contrairement aux déclarations du pouvoir, la Fédération de Paris du P.S.U. affirme que le chômage à Paris est désormais le problème dominant des luttes sociales. C'est ainsi que, d'après les estimations officielles, un emploi est offert pour vingt-cinq chômeurs en province et un pour soixante seulement à Paris. Au 1<sup>er</sup> octobre, la situation du marché du travail est la suivante : 1.922 offres d'emploi pour 33.089 demandes (Bulletin municipal officiel du 8 novembre). Cela représente en réalité près de 100.000 chômeurs dans la région parisienne.

Cette situation va s'aggravant : par rapport à 1966, il y a deux fois plus de chômeurs; et, chez les jeunes, la progression est de près de 80 %. Dans le même temps, les décentralisations et les concentrations d'entreprises se multiplient, entraînant une accélération des licenciements collectifs, des compressions de personnel ou des réductions d'horaires; Bréguet, Bull, la S.N.E.C.-M.A., la C.G.C.T. en sont, à l'heure actuelle, les exemples les plus significatifs.

L'une des rares réalisations effectives du V<sup>e</sup> Plan, ce sont les 400.000 chômeurs « officiellement avoués ».

Face à cette politique antisociale qui met en cause leur droit au travail, les travailleurs n'ont d'autre choix que le recours à la violence. L'opinion publique prend conscience de ce drame à la suite de manifestations comme celles de Maubeuge, du Mans et de Mulhouse.

Mais force est de constater que les actions engagées dans la région parisienne n'ont pas atteint une intensité comparable.

C'est dans ce cadre et en accord avec les décisions du C.P.N. de septembre (3) que la fédération de Paris a décidé, devant l'aggravation de la situation sociale dans la capitale, de faire porter son effort sur les problèmes de l'emploi dans les semaines à venir.

Aux plans gouvernementaux organisant le freinage des activités économiques, la gauche doit opposer une politique d'expansion, se souciant d'une meilleure utilisation de toutes les ressources du pays, techniques et humaines, et assurant les conditions d'une politique de plein-emploi. □

(1) Voir T.S. du 2-11-67, p. 7.

(2) Voir les déclarations de Pompidou en septembre et octobre sur ces problèmes.

(3) Voir résolutions du C.P.N. des 9 et 10 septembre parues dans T.S. n° 339.

La commission exécutive de la fédération de Paris du P.S.U., face à cette aggravation de la situation sociale, constate que le seul souci du gouvernement est de créer les conditions d'une plus grande rentabilité des entreprises capitalistes et propose une autre politique permettant de réaliser les conditions du plein-emploi.

● Aux plans gouvernementaux, organisant le freinage des activités économiques, la gauche doit opposer une politique d'expansion, se souciant véritablement d'une meilleure utilisation de toutes les ressources du pays, redistribuant le revenu national au profit des classes les plus défavorisées.

● Les moyens de réalisation de cette politique existent. C'est en élaborant un programme économique comportant des réformes de structures anticapitalistes que la gauche mettra fin au sous-emploi. Dans ce cadre, il est indispensable de réaliser l'extension et la transformation du secteur public de l'économie afin qu'il puisse agir en disposant des leviers essentiels d'une politique d'expansion.

● Dès maintenant, les luttes doivent être menées pour l'extension des droits des travailleurs dans l'entreprise :

- interdiction des lock-outs et des licenciements sans réemploi dans la même région;
- effort prioritaire pour la formation professionnelle des jeunes et des travailleurs devant faire face à l'évolution des techniques;
- accès sans restriction des comités d'entreprise à la comptabilité et aux plans de production.

♦♦

La commission exécutive de la fédération de Paris du Parti Socialiste Unifié a décidé de faire porter son action dans les mois à venir sur les conditions de vie et de travail des Parisiens. A cette fin, elle organise dans de nombreux arrondissements de la capitale des réunions d'information. Elle appelle les sympathisants du P.S.U. et les travailleurs parisiens à soutenir activement ses efforts. □

## Assemblée nationale

## La pratique budgétaire

Jacques Malterre

La discussion du budget de l'Etat vient de s'achever à l'Assemblée nationale. Elle a joué le rôle qui est le sien : à propos des crédits de chaque ministère, un débat s'instaure sur la politique poursuivie dans chaque grand secteur d'activité de l'Etat : politique agricole, politique de l'enseignement, politique de la recherche... Les demandes de crédit et leur répartition proposées par le gouvernement sont l'expression des choix techniques et politiques faits par ce gouvernement.

Il est certain qu'un gouvernement de gauche ferait d'autres choix, qu'il réduirait les dépenses nuisibles (force de frappe) ou moins utiles; en revanche, il s'efforcerait d'accélérer la réalisation des grands objectifs de la gauche dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la Sécurité sociale, de la culture, de l'équipement public, de l'aide au tiers monde. Ces changements dans la répartition des dépenses publiques constitueraient l'aspect budgétaire de changements d'orientation qui peuvent comporter d'autres aspects qualitatifs. G. Mathieu, dans un article du *Nouvel Observateur*, a donné une bonne illustration des changements qui pourraient être apportés au budget si la gauche tenait les cordons de la bourse nationale.

Mais il faut poser un autre problème : la gauche n'aurait-elle pas à changer la conception même du budget, de son élaboration et de sa création ?

## Faut-il un budget chaque année ?

La tradition de la démocratie parlementaire exige que chaque année, le Parlement autorise le gouvernement à dépenser une certaine masse d'argent l'année suivante. On dit, par exemple : en 1968, le gouvernement est autorisé à dépenser tant. En même temps, le Parlement autorise la perception des impôts et le gouvernement annonce combien il compte prélever de ressources fiscales au cours de la même année.

Les bons esprits rapprochent dépenses et recettes et, par différence, ils calculent un déficit (si les dépenses autorisées sont supérieures aux recettes prévues) ou un excédent (dans le cas contraire).

Or, tout ceci est un leurre. D'abord parce qu'il n'est pas possible de prévoir exactement ce que sera l'activité économique, donc la production, donc le produit des impôts fixés pour une grande partie en pourcentage de la production.

Ensuite, parce que les gouvernements voudraient de plus en plus prendre des libertés avec les dépenses, et c'est là le phénomène nouveau et important.

Depuis toujours, l'Etat n'a jamais réussi à dépenser tous les crédits justes au cours de l'année, parce qu'il peut y avoir des retards, dans la construction des écoles par exemple. Ceci était une erreur involontaire. Mais maintenant, on voudrait rendre cela volontaire.

Le gouvernement cherche à agir sur l'activité. Si celle-ci est faible, il aimerait accélérer ses propres achats pour la soutenir; si elle est trop forte, il voudrait retarder ses dépenses.

Déjà, en 1967, M. Debré a donné des ordres pour que certaines dépenses, qui auraient dû être faites en 1968, le soient dès le quatrième trimestre 1967; il a annoncé qu'il en ferait de même en 1968 s'il s'aperçoit, vers le mois de juin, que la conjoncture est mauvaise.

En Allemagne, le gouvernement a fait voter des crédits « conditionnels », c'est-à-dire des crédits qui seront utilisés si les affaires ne vont pas très bien.

Devant les difficultés soulevées par l'établissement du Marché commun qui provoque des irrégularités imprévisibles dans l'activité, les gouvernements seront de plus en plus obligés de recourir à ces manipulations budgétaires en cours d'année. Mais on voit alors que les discussions sur le volume total des crédits, sur le rythme de leur croissance, sur le niveau du déficit ou de l'excédent budgétaire, seront bientôt dénuées de tout sens.

Un gouvernement de gauche devrait s'efforcer de négocier avec ses partenaires européens une régularisation de la croissance par une planification du Marché commun; s'il n'y parvient pas, il devra, lui aussi, agir sur la demande par une « modulation des dépenses » budgétaires : c'est depuis longtemps ce que demande P. Mendès France.

## Le budget et le Plan

Si le gouvernement peut changer les dépenses en cours d'année, que devient l'exécution du Plan ?

En fait, actuellement, le problème ne se pose pas, car le Plan n'est pas découpé en tranches annuelles de dépenses publiques qui seraient autorisées par chaque budget. Il est même bien difficile de dire si le budget 1968 permet ou non l'exécution du V<sup>e</sup> Plan. On est sûr qu'il y a des retards et des avances, mais le gouvernement peut toujours dire qu'il corrigera l'année suivante; il peut montrer aussi que l'Etat n'a rien à se reprocher et que ce sont les autres exécutants du plan qui compromettent la réalisation de celui-ci lorsque plusieurs budgets (Etat, départements, communes, hôpitaux, etc.) sont associés pour une même réalisation.

Voilà un point sur lequel un gouvernement socialiste devrait changer la pratique budgétaire. En tête de chaque chapitre du budget, il devrait rappeler le chiffre total prévu par le Plan pour ce qui concerne la part de l'Etat du moins; il devrait également rappeler ce qui a été fait les années précédentes et chacun verrait où en est la réalisation du Plan (en valeur).

Cette pratique suppose une définition beaucoup plus précise du Plan pour les dépenses des administrations; cela implique aussi, c'est évident, qu'il puisse y avoir des ajustements au cours des cinq années, notamment pour tenir compte, comme on l'a vu plus haut, de la conjoncture.

## Budget de l'Etat et budget de la collectivité

Actuellement, le document approuvé par les représentants élus de la nation décrit seulement le budget de l'Etat; or, il est bien connu que parmi toutes les dépenses, tous les crédits, tous les équipements couverts par l'argent des Français, celles de l'Etat n'en constituent qu'une partie.

Nous pensons, par exemple, que la Sécurité sociale devrait être intégrée dans le Plan, non pas à titre de vagues prévisions, mais comme un élément d'une politique sociale planifiée, afin qu'elle ne soit pas à la merci de décisions gouvernementales incontrôlées. Chaque année, avec le budget, le Parlement se pencherait sur les comptes de la Sécurité sociale. Ceci est logique puisque celle-ci intéresse maintenant la quasi-totalité des Français et qu'elle effectue des transferts portant sur 19 % du total des revenus des ménages (contre 15 % en 1959).

Il devrait en aller de même avec les programmes des grandes entreprises publiques industrielles et financières. Il ne s'agit pas d'imposer

un carcan de contrôles supplémentaires. Mais comment expliquer que la gestion du patrimoine industriel de la collectivité, la gestion des grandes caisses publiques (H.L.M., Caisse des dépôts, etc.) échappe à tout débat de fond sur le plan parlementaire ?

## Qu'est-ce que l'O.D.P. ?

Voici un sigle inconnu, un de plus; il faut le retenir car il sera un jour au cœur des débats démocratiques. Il signifie *optimum des dépenses publiques*. Pour comprendre ce que cela veut dire, il faut se poser une question simple qui n'a jamais été réellement formulée : soit une somme que la collectivité est prête à consacrer pour atteindre un objectif : par exemple, assurer la santé des Français ou aider les familles. Quelle est la meilleure façon de faire (l'optimum) pour que cette dépense soit la plus utile possible, la plus efficace ?

Pour la première fois dans le budget de 1968, apparaît cette préoccupation. Dans son rapport sur les dépenses militaires, M. Palewski pose pourtant bien la question : la France dispose de certains crédits pour assurer sa défense; quel est le meilleur choix de moyens pour avoir la meilleure défense avec ces crédits? quelle est la meilleure combinaison de moyens d'action ?

Cette question, c'est celle que tout Etat responsable devrait se poser systématiquement. Avec un milliard, comment peut-on le mieux sauver des vies humaines, circuler, éduquer ?

Le problème une fois posé, il a des conséquences gigantesques et notamment sur la présentation du budget.

Aujourd'hui, les parlementaires votent des crédits de personnel, puis de matériel, puis d'équipement, mais ils seraient bien en peine de rattacher ces différents crédits à des *objectifs* pour lesquels il faut à la fois du personnel, du matériel et des équipements.

Ou encore : aujourd'hui, les ministres disent : « J'ai besoin de tant de crédits supplémentaires. » Le Parlement les discute (très mal) mais ils n'ont aucun moyen de savoir si cet argent supplémentaire sera utilisé pour ce qui est le plus utile : parce qu'aucune étude n'est présentée en même temps sur l'efficacité sociale de ces crédits.

Voilà un domaine immense à défricher. Le débat ne sera vraiment démocratique que le jour où les documents budgétaires regrouperont toutes les dépenses relatives à un même but, compareront l'utilité des différentes interventions de l'Etat et s'assureront que les moyens prévus pour atteindre les objectifs fixés sont bien les meilleurs. □

## Etudiants

# Après le 9 novembre

Jean Tercé

Il est 10 h 30. Le quartier Latin est déjà bouclé par un impressionnant service d'ordre : agents de la préfecture, gardes mobiles, files de cars sombres le long des trottoirs.

Il est 11 heures. Rue Soufflot, plusieurs milliers d'étudiants et d'enseignants sont au rendez-vous de « la rentrée solennelle syndicale de l'Université » ! Tout autour du rassemblement encadré par un service d'ordre d'étudiants au coude à coude : le service d'ordre de l'ancien ministre de l'Éducation nationale serre les rangs, les épaissit à grand renfort de gardes mobiles le mousqueton à la bretelle.

11 h 15. Les banderoles se sont déployées parmi les manifestants. Au balcon de l'U.N.E.F., les représentants du bureau national de l'U.N.E.F. du S.N.E. sup. et du S.N.E.S. prennent place. Un message de solidarité du syndicat des chercheurs scientifiques est lu. Puis prennent la parole : André Drubay, du S.N.E.S. : « Il n'y a pas surnombre d'étudiants, mais sous-équipement universitaire » ; François Liot, du S.N.E. sup. : « Nous nous refusons à ce que le rapport de professeurs à étudiants soit celui de sélectionneurs à sélectionnés... Il faut un enseignement lié à la recherche... Seule l'allocation d'études à tous les étudiants sur critères universitaires peut leur donner les moyens de faire leurs études. » Enfin, Jean-Daniel Bénard, secrétaire général de l'U.N.E.F., conclut : « Il n'y a pas de mauvais étudiants, il n'y a que des étudiants à qui on ne donne pas des conditions de travail suffisantes... L'allocation d'études pour tous les étudiants sur critères universitaires est la seule garantie d'un travail à plein temps (nouvelles acclamations). Tant qu'elle ne sera pas appliquée, nous refuserons toutes les mesures d'assiduité qui ne sont, dans les conditions actuelles, que des mesures d'élimination... »

Le meeting est terminé, la manifestation commence. Après un choc violent avec la police, le cortège, qui a maintenant atteint le nombre de 5.000 étudiants et enseignants, peut remonter le « bouli Mich' » derrière de nombreuses banderoles, puis se disperse devant le centre des œuvres universitaires.

✱

Quelles conclusions tirer de cette manifestation ? Rappelons d'abord son importance : c'est la première de cette envergure depuis 1963 ; c'est-à-dire de l'époque de gestation du plan Fouchet : celle qui vit se manifester le plus ouvertement la crise de l'Université. Après quelques années d'accalmie due à la crise de l'U.N.E.F., à l'impact des palliatifs

en locaux construits à la hâte par Fouchet et à l'incertitude face au premier train de réformes que les syndicats ont été impuissants à combattre, après cette période d'accalmie, la crise de l'Université éclate dans toute son ampleur. L'impuissance du pouvoir à la résoudre se dévoile dans ses projets de sélection des étudiants et dans des palliatifs eux-mêmes insuffisants.

Il faut donc prévoir un nouveau train de réformes. Il faut surtout prévoir la riposte, ne pas refaire le cycle des années précédentes. Les syndicats doivent donc, forts de ce premier succès, commencer l'offensive. Ses bases objectives existent au cœur même de la crise structurelle de l'Université. Il faut maintenant proposer, établir les éléments d'une alternative susceptible d'unir, au niveau où les problèmes se posent, les forces syndicales et politiques de gauche, principalement syndicales ; bref, ne pas en rester dans les limites de l'Université.

Les problèmes de l'emploi et des reconversions, donc ceux de la formation professionnelle et du recyclage, exigent des syndicats ouvriers une prise de conscience de la nécessité d'une coordination de leurs luttes avec celles des étudiants et des enseignants. Le développement de la recherche scientifique et son contrôle exigent un débat permettant de dégager ensemble les priorités, en liaison, notamment, avec les luttes menées dans les industries de pointe. La remise en cause de la pédagogie et du contenu de l'enseignement exige une action portant sur l'ensemble des degrés de l'enseignement depuis le primaire. André Gorz a montré, dans sa réponse à Laurent Schwartz, en quoi il est illusoire de mener à long terme un combat contre la sélection dans l'enseignement supérieur, si un combat pour une orientation positive des jeunes, pour une nouvelle pédagogie, et une formation professionnelle valable correspondant aux réelles capacités et non aux déterminations socio-culturelles, n'est pas lancé en amont de l'enseignement supérieur.

Attendrons-nous une prise de pouvoir des forces démocratiques en nous contentant pour l'instant de revendications budgétaires, avant de nous battre pour ces thèmes ? Il faut dire non à cette stratégie, qui non seulement risque de faire supporter dans l'avenir un lourd passif de chômeurs à un gouvernement de gauche, mais encore, et surtout, ne débouche pas sur une remise en cause du système, donc sur une prise de conscience de la nécessité de solutions socialistes. □



Devant le siège de l'U.N.E.F.

Collombert

## Enseignement

# Du nouveau au S.N.E.S.

Les 11 et 12 novembre se sont tenues à Paris, à la Bourse du Travail, les Etats généraux de l'enseignement secondaire. Au terme de sa campagne de rentrée, le S.N.E.S. a réuni, en effet, ses différentes délégations académiques pour mettre en évidence les réalités actuelles de l'enseignement (grâce à une enquête qui a porté sur près de mille établissements) et manifester les principales orientations de son action revendicative.

Les associations de parents d'élèves, les autres syndicats de la F.E.N., les organisations ouvrières et les partis de gauche avaient été conviés à cette réunion. Robert Chapuis a pu ainsi apporter le point de vue et le soutien du P.S.U. L'assemblée a également entendu M. Juquin pour le parti communiste, A. Mermaz pour la F.G.D.S. et un représentant du parti radical. Des responsables nationaux de la C.G.T. et des syndicats (F.E.N.) de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique de l'éducation physique sont également intervenus.

Deux rapports ont souligné l'insuffisance de l'équipement scolaire, au point de vue des maîtres (titulaires trop peu nombreux, qualification pédagogique insuffisante), des classes (trop chargées, notamment en sixième et en terminale, ce qui élimine implacablement de nombreux élèves

qui auraient réussi leurs études dans de meilleures conditions) et des établissements (constructions inadéquates, système de surveillance déficient et inhumain, structures qui ne permettent pas l'orientation sérieuse des élèves). Dans son remarquable exposé, Jean Petite a également défini les axes de la politique syndicale du S.N.E.S. pour l'avenir ; il a montré le type d'enseignement qu'il convenait de mettre en place pour répondre aux exigences du développement social dans la justice ; il a souligné qu'une réforme profonde devait toucher non seulement les conditions, mais aussi les méthodes et le contenu de l'enseignement. Cet effort, a dit le secrétaire pédagogique du S.N.E.S., suppose que l'on développe, entre les revendications portant sur le nombre des maîtres et la surcharge des classes, des efforts d'un type nouveau qui supposent la collaboration entre enseignants et non-enseignants et une recherche pédagogique sérieuse et coordonnée dont le syndicat devrait être le moteur. A l'issue de la rencontre, André Drubay, secrétaire général du S.N.E.S., a montré la nécessité d'agir désormais sur ces deux plans : celui de l'action revendicative et celui de l'action pédagogique, en rapport avec l'ensemble des organisations démocratiques qui souhaitent donner la priorité au développement de l'enseignement public. □

## Michel Rocard à Dijon

La fédération de la Côte-d'Or a profité au maximum d'un voyage du secrétaire national du P.S.U. pour élargir l'audience et l'implantation du Parti à Dijon. Vendredi 10 novembre à 18 heures, Michel Rocard tenait devant une quarantaine de personnalités de la ville et des représentants des journaux régionaux une conférence de presse sur le thème « Les problèmes de l'opposition et le gaullisme ». Il a affirmé à cette occasion que l'opposition n'avait qu'un seul problème : se rendre capable de gouverner, c'est-à-dire construire ses alliances et ses structures à partir du contenu social du programme pour lequel elle se bat. Le même soir, dans le grand amphithéâtre de l'Université, Michel Rocard était l'invité de la corporation des étudiants en droit et sciences économiques de Dijon pour prononcer une conférence sur le thème « L'intervention économique de l'Etat dans les pays industrialisés. Il a pu faire à cette occasion une analyse du développe-

ment actuel du capitalisme et des principales contradictions qu'il recèle actuellement. Les politiques de chômage permanent que les gouvernements libéraux mettent en œuvre et l'importance croissante des besoins non satisfaits appellent de plus en plus une politique économique socialiste. L'auditoire de près de trois cents personnes a participé très activement à la conférence par de nombreuses questions et une discussion au fond a pu s'établir sur ce que serait une politique économique socialiste moderne en pays développé.

Enfin, le samedi 11 et le dimanche 12 novembre, la fédération de la Côte-d'Or tenait une session de formation sur le contenu de l'alternative socialiste. Une cinquantaine de camarades, dont quelques invités des fédérations voisines, participaient à ces travaux qui ont permis le premier jour de définir la politique d'alternative socialiste dans son contenu global, et le second jour d'en étudier les applications régionales.

## Calendrier

Vendredi 17 novembre - Reims, 20 h 30 (salle Degermann, rue Burette). A l'initiative de la section E.S.U., meeting sur la lutte anti-impérialiste au Vietnam, en Amérique latine et en Europe, avec Abraham Behar, membre du C.P.N., et Alain Badiou, secrétaire fédéral, de retour de Camiri où il était observateur au procès Régis Debray.

Le Havre, 20 h 45 (salle François-I<sup>er</sup>). Meeting du P.S.U. avec la

participation de Michel Rocard, secrétaire national. « La gauche au pouvoir, oui! Mais quelle politique? Le rôle du P.S.U. dans le cadre de l'alliance de la gauche. »

Samedi 18 novembre. Congrès de la Fédération de Seine-et-Marne, 15 heures, à Fontenay-Trésigny, en présence de Michel Rocard, secrétaire national. Ce congrès sera principalement consacré aux problèmes posés par l'implantation du P.S.U. dans le département.

Châtellerauld, 18 heures. Réunion sur les problèmes économiques et sociaux de la région, animée par Manuel Bridier.

Poitiers, 21 heures. Meeting organisé par la section E.S.U. sur la lutte anti-impérialiste avec Manuel Bridier.

Samedi 18 et dimanche 19 novembre - Rennes. Stage de rentrée de la section E.S.U. avec la participation de Marc Heurgon.

Dimanche 19 novembre - Clermont-Ferrand. Le Centre d'information politique et social (CIPES), qui était un des clubs participant aux assises de la Démocratie à Vichy en 1964, organise dimanche matin un débat public à l'occasion de son dixième anniversaire sur « l'avenir politique de la France ». Michel Rocard présentera les positions du P.S.U. en compagnie d'autres orateurs parmi lesquels Léo Hamon, Louis Mermaz et Pierre Juquin.

## Paris : la journée des dupes

La session du Conseil de Paris s'est ouverte le 13 novembre. Ainsi qu'il était prévu, le bureau présidé par M. Caldagues a été réélu après que la « minorité » du Conseil (P.S.U. - F.G.D.S. - P.C.F.) ait annoncé qu'elle s'abstiendrait et ne désignerait pas de candidat à ce bureau.

Dans les jours prochains seront débattues un certain nombre de questions orales avec débat. Parmi celles-ci, nos élus C. Bourdet et D. Weill interviendront notamment sur le problème de l'emploi à Paris, sur celui du logement et de la circulation. Il

n'y a cependant aucune illusion à se faire dans ce domaine car chacun sait que le Conseil de Paris ne sert plus à grand-chose, si ce n'est à inaugurer les chrysanthèmes dont le pouvoir ne veut plus entendre parler. Il est évident que l'intervention essentielle sera celle de David Weill sur le thème : « Où en est la gestion démocratique du grand Paris », ou pour simplifier : « Faut-il supprimer le Conseil de Paris ? ».

Il apparaît néanmoins que ces questions seront d'actualité ces jours prochains, et nous tiendrons nos lecteurs « du suivi de l'affaire » comme dirait le préfet de Paris M. Doublet.

## Dans les Fédérations

### LE VAL-DE-MARNE

Les secrétaires et trésoriers de la Fédération se sont réunis le 10 novembre à Champigny. Contact fructueux qui a permis notamment de comparer les efforts de chacun au cours de la campagne d'implantation qui a pris un bon départ dans la plupart des sections. Le dynamisme et la volonté des animateurs des sections permet d'envisager avec optimisme l'avenir de la fédération du Val-de-Marne.

### LE BAS-RHIN

Au cours du passage de Marc Heurgon à Strasbourg le dimanche 12 novembre, il a été possible de faire le point du travail d'implantation de la section E.S.U. Celle-ci connaît, en ce début d'année universitaire, une expansion extrêmement rapide, qui permet à ses membres de faire face aux nombreuses responsabilités qui se présentent : encadrement et tâches de formation dans la section, responsabilités sur le plan de la Fédération, militantisme dans le cadre du syndicalisme étudiant et de la M.N.E.F. Le bureau fédéral a de son côté mis au point tout un plan de travail, permettant au P.S.U. de manifester avec plus de vigueur sa présence sur le plan de Strasbourg : réunion sur les problèmes internationaux avec A. Behar en décembre; discussion des initiatives du P.S.U. face aux ordonnances, en présence de M. Jacques Malterre, en janvier; meeting avec Michel Rocard en février. Tout permet de penser que les objectifs fixés pour la campagne d'implantation seront non seulement atteints mais largement dépassés.

### LA SEINE-MARITIME

Le travail de la Fédération commence à porter ses fruits et se traduit par de nombreuses initiatives : installation d'un local qui sera désormais le siège de la Fédération (185, rue Beauvoisine, Rouen); réussite du meeting anti-impérialiste organisé par la section E.S.U. et qui a rassemblé une centaine de partici-

pants, posant de très nombreuses questions à Manuel Bridier et Abraham Behar; préparation intensive du meeting que Michel Rocard tiendra au Havre le 17 novembre; convocation pour le 25 novembre d'un comité politique fédéral élargi portant sur la situation et les activités du Parti et sur la campagne d'implantation.

## MATERIEL DISPONIBLE

### Affiches :

- Le parti de votre avenir : P.S.U. .... 0,20 F
- Solidarité avec le peuple vietnamien ..... 0,20 F
- Prenez un bon départ P.S.U. (l'avenir de votre région...) .. 0,23 F
- Eandean T.S. .... 0,04 F

### Brochures :

- Programme enseignement .... 1 F
- Programme santé ..... 2 F
- Critique du programme F.G.D.S. 2 F
- Le P.S.U., parti d'avant-garde... 2 F
- Statuts du P.S.U. .... 1 F

### Cahiers du Centre d'études socialistes :

- Nos 64-68 : L'Afrique recolonisée, Th. Munzer et G. Laplace... 5 F
- N° 69 : Révolution culturelle et expression artistique, Albert Marchais ..... 2 F
- Nos 70-71 : Réforme de l'entreprise ou contrôle ouvrier, débat public sous la présidence de J.-M. Vincent entre F. Bloch-Lainé, Ernest Mandel et Gilbert Mathieu ..... 3 F

Paiement à la commande :

TRIBUNE SOCIALISTE

54, bd Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>)  
C.C.P. 5826-65 Paris

## COURRIER DU P.S.U.

Mensuel intérieur

1<sup>er</sup> numéro de rentrée : paraîtra fin novembre.

Abonnement de lancement :

20 F jusqu'à la fin décembre

30 F à partir du 1<sup>er</sup> janv. 1967

Prix du n° : 2,50 F.

Administration :

54, bd Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>).

C.C.P. 5826-65 Paris

Rédaction :

J. Aribuys, 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>).

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.  
J'ai même rencontré des tziganes heureux  
(Youg.), V.O.

## BULLETIN D'ADHÉSION

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15<sup>e</sup>)



## Maisons de la culture

## Le conflit de Saint-Étienne (II)

Marcel Pierre

La situation cependant se détériorait progressivement, l'année de collaboration fut entravée par les freins que le ministère imposa sur le plan financier (l'Association ne reçut que les 2/5 de la subvention qu'en septembre 1967... pour le financement de la saison 66-67, alors que la subvention totale était inscrite au budget 67 du ministère des Affaires culturelles). (\*)

Considérant de son côté que cette collaboration n'avait pas été très concluante, la Comédie décidait de reprendre son indépendance (1) et de ne pas reconduire l'expérience tentée durant la saison 1966-67.

Une mission « bons offices », chargée de renouer les liens entre la M.D.C. et la Comédie se heurtait à des positions inconciliables : « la Comédie de Saint-Étienne demande à être seule responsable des représentations théâtrales et des spectacles de variétés inclus dans l'abonnement ou invités hors abonnement... La maison de la culture pourrait offrir au public des activités dans les autres domaines : musique, cinéma, conférences. » A cette déclaration, M. Eudes, président de la M.D.C. répondait qu'à ses yeux : « la saison de la Comédie devait être intégrée à celle de la M.D.C. », et que l'animation théâtrale de la M.D.C. ne pouvait être laissée à un « créateur, aussi prestigieux soit-il ».

Au même moment, le conflit latent qui existait entre le ministère et la municipalité (désaccord sur le problème de la direction et sur la conception de la M.D.C.) s'aggravait : le ministère décidait de ne plus accorder de subventions tant que la situation ne sera pas éclaircie et qu'il n'y aura pas eu un accord entre l'Etat et la ville — (c'est-à-dire, en fait, tant que cette dernière n'aura pas accepté le point de vue du ministère).

Ainsi, les quatre partenaires en présence se trouvaient en conflit deux par deux :

- la M.D.C. et la Comédie ;
- la ville de Saint-Étienne et le ministère.

Les deux conflits d'ailleurs n'étaient pas parallèles : si sur certains points, la position de la M.D.C. et de la ville est convergente, la M.D.C. veut rester indépendante par rapport à toute forme de pouvoir (étatique ou municipale) et se refuse à jouer le jeu de la municipalité.

Dans cette situation difficile, l'association de la gestion de la M.D.C. qui ne recevait plus de subventions de l'Etat et n'avait pas de salle à sa disposition décida (malgré une offre

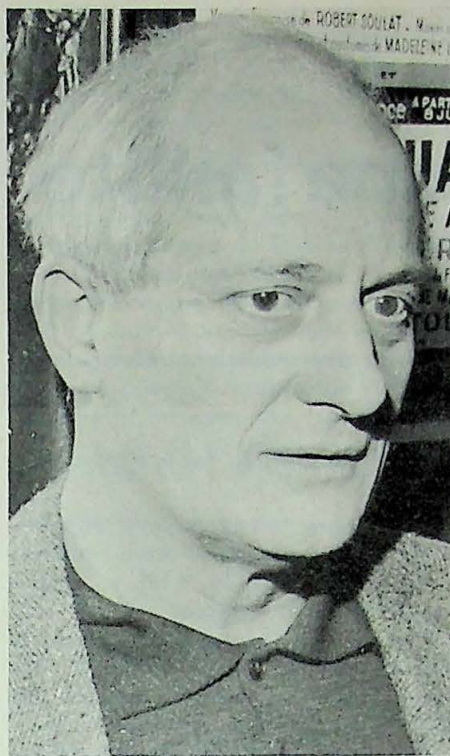
municipale de soutien) de ne pas organiser d'activités propres à la M.D.C., pour cette saison 1967-68. Elle se donnait un temps de réflexion pour tenter de préparer l'ouverture de la maison (prévue pour l'été 1968) dans les meilleures conditions possibles. C'était là sans doute une mesure de sagesse, car toute saison organisée dans le cadre de la M.D.C., après le refus de Dasté ne pouvait apparaître que comme témoignant d'une volonté de concurrencer la Comédie de Saint-Étienne.

## La municipalité de Saint-Étienne contre-attaque

Tel ne fut pas l'avis de tout le monde ; M. Durafour profita de cette mise en sommeil de l'association M.D.C. pour jouer sa carte (par personne interposée). « Deux jours après (la mise en sommeil de la M.D.C.) Abel Eyraud était convoqué par M. Durafour, et son conseiller délégué aux Affaires culturelles, M. C. Faure. On lui demanda de mettre sur pied un programme où les spectacles et l'animation du public seraient une préfiguration de la prochaine saison de la M.D.C. C'est ainsi que l'association des amis de la M.D.C. (A.M.A.C.) est née. » (2)

Par son programme d'activités aussi variées que possible, par son système d'animation liant les associations au public, par la création d'un cycle de présentation de la création locale, l'A.M.A.C. pourrait passer pour une tentative heureuse d'impulsion culturelle, s'il n'y avait le contexte stéphanois : au moment où les positions des uns et des autres se précisaient ou se durcissaient, à la veille de l'ouverture de la M.D.C., était-il opportun de lancer une nouvelle association qui apparaît — qu'on le veuille ou non — comme une manœuvre de la municipalité contre la Comédie de Saint-Étienne — et qui reprenant le sigle M.D.C. ne peut que créer la confusion dans les esprits.

En fait, en faisant naître l'A.M.A.C., la municipalité prenait l'affaire M.D.C. en main : la décision du ministère de surseoir à toute subvention, l'arrêt de toute collaboration entre Dasté et la M.D.C., la mise en veilleuse de l'association M.D.C. ont créé objectivement les conditions d'une telle municipalisation de la M.D.C. M. Durafour a relevé « habilement » le défi de l'isolement en montrant qu'il n'avait besoin de personne, s'il y a des négociations, il est en position de force, et s'il n'y a pas évolution de la situation d'ici l'été 1968, l'A.M.A.C. deviendra « logique-



Jean DASTE, directeur de la Comédie de Saint-Étienne.

ment l'association d'animation d'une M.D.C. qui sera entièrement financée par la ville. L'association pour la gestion et l'animation de la M.D.C. ne pourra que jouer les "inutilités" et disparaître, et la Comédie ne pourra qu'accepter ce qu'on lui proposera ou continuer à vivre en marge de la M.D.C., ce qui finirait sans doute par lui être préjudiciable. C'est dire que l'association M.D.C. et la Comédie sont "objectivement" solidaires au delà de leurs divergences, qu'ils doivent donc trouver un accord de coexistence, et que le ministère ne peut se figer dans une intransigeance stérile qui n'isoleraient la municipalité que pour lui laisser tout le pouvoir. (Des aménagements des statuts permettraient sans doute de sauvegarder les droits de chacun et d'adapter l'action de la M.D.C. aux conditions locales de la vie culturelle.)

## Y a-t-il une solution ?

On le comprend aisément : cette discorde ne sert personne, le moment est venu de trouver une solution, et pour chacun de prendre ses responsabilités.

**LE PROBLEME EST DOUBLE :**  
QUI peut agir pour que le dialogue se renoue ?

**SUR QUELLES BASES** une solution peut-elle être envisagée ?

L'association pour la gestion de la M.D.C. — qui compte en son sein des représentants de l'Etat, de la municipalité et des personnalités les plus diverses, qui ont pour la plupart manifesté une volonté d'indépendance à l'égard de tous les pouvoirs — peut peut-être susciter la reprise du dialogue. La prochaine réunion de son Conseil d'administration sera une réunion de travail sur les perspectives d'avenir : quel peut-être le rôle de l'association en 1968 ? rôle qu'il s'agira de définir par rapport à l'Etat et par rapport à la municipalité. De quels moyens

financiers peut-elle disposer ? N'est-il pas possible de nommer rapidement un directeur capable de préparer dès maintenant l'ouverture prochaine de la M.D.C. ? Ce travail de réflexion peut-être utile, mais il risque de rester sans intérêt pratique, si la situation reste ce qu'elle est aujourd'hui.

Pour créer de nouvelles conditions de dialogue, ne serait-il pas possible de demander à un homme indiscuté comme P. Vilar, de venir présider une commission d'arbitrage ?

Mais, dira-t-on, une conciliation est-elle possible ? Sur quelles bases peut-elle se faire ? Lors d'une entrevue récente avec Dasté (20 octobre), le directeur de la Comédie me confirmait qu'il n'avait pas d'autre prétention que de diriger les activités de son théâtre : « mon souci fondamental, me déclarait-il, est d'avoir la responsabilité entière de tout ce qui concerne mon théâtre (programme, relation avec le public) et la garantie totale concernant l'utilisation des locaux. » Il ajoutait qu'il serait d'accord pour collaborer à l'intérieur d'une commission « Théâtre » de la M.D.C. qui préparerait une programmation complémentaire à celle de la Comédie... C'est dire qu'une solution est possible, à condition qu'on la veuille : pourquoi n'y aurait-il pas une convention spéciale passée entre la M.D.C. et la Comédie de Saint-Étienne, lui garantissant ce qu'elle demande dans le cadre d'une collaboration qui ne pourrait que servir la culture ? La M.D.C. de Grenoble n'a-t-elle pas passé un tel contrat avec la Comédie des Alpes ?

Et puisque nous parlons de Grenoble pourquoi les statuts de la M.D.C. de la capitale de l'Isère ne pourraient servir de base à la discussion sur la M.D.C. de Saint-Étienne ? La participation de représentants de l'assemblée des adhérents au conseil de la M.D.C. répondrait sans doute à ce souci de participation et de démocratisation qu'ont exprimé de nombreux responsables culturels... Le ministère n'a aucune raison de refuser à Saint-Étienne les aménagements de statuts qu'il a accordés à Grenoble.

La M.D.C. doit ouvrir ses portes au début de l'été prochain et une solution doit être trouvée rapidement si on veut éviter sa municipalisation ; l'association de la M.D.C. et la Comédie de Saint-Étienne doivent parvenir à un accord (leur avenir en dépend) : ce n'est qu'à cette condition qu'elles auront une position de force dont le ministère et la municipalité ne pourront pas ne pas tenir compte ; c'est à cette condition que la maison de la culture sera quelque chose de plus que la maison du centre culturel stéphanois. □

(\*) Voir T.S. du 9 novembre.

(1) « Il est apparu rapidement que les buts poursuivis, la conception de l'action, le style de l'accueil et l'animation du public étaient vus de façon différente par les 2 parties. Il nous a semblé plus honnête et plus clair à l'issue de cette expérience de reprendre une complète indépendance » (déclaration dans le Bulletin n° 7 de la Comédie).

(2) (« Hebdo » - 30-9-67.)

## □ Télévision

# Histoire d'une faillite

René Lali

**A**u cours de l'été 1964, une équipe de direction fut mise en place à la télévision par le ministre de l'Information de l'époque, A. Peyrefitte.

Peu de temps auparavant, un statut nouveau avait institué un conseil d'administration, composé en grande partie de fonctionnaires ou de hauts cadres d'organismes paraétatiques. Pour que la « colonisation » se fit complètement, et après la prise en main de la radio, on s'attaquait à la télévision. Un commando, avec pour chef C. Contamine, se mit tout de suite à l'œuvre. On allait voir ce qu'on allait voir.

### Une féodalité organisée

De 1949 à 1964, la télévision a connu plusieurs directeurs des programmes ; deux ont marqué de leur personnalité, très différente d'ailleurs, les programmes pendant la période 1952-1954 : Jean d'Arcy et Albert Ollivier. Mais s'ils pouvaient influencer sur les programmes, ils étaient quasiment impuissants sur les moyens à mettre en œuvre, et même le choix des hommes leur échappait. Chaque gouvernement avait laissé des hommes à lui, qui devenaient immuables. Depuis le temps, où la radio n'était qu'une émanation du ministère des P.T.T., on pouvait reconnaître chaque strate laissée par les gouvernements disparus. En gros, on distinguait l'ère des francs-maçons, l'ère S.F.I.O., l'ère « gaulliste libérale ». Et tous, naturellement, voulaient influencer sur le gouvernement de la télévision, comme d'ailleurs de la radio.

Pour réagir contre cette défaillance du pouvoir, les gens qui assuraient réellement les émissions, réalisateurs, producteurs, techniciens, s'organisèrent : il y avait tout d'abord les syndicats, les principaux étant la C.G.T. et le S.U.T., et naturellement, ces syndicats sortirent de leur rôle de défense des intérêts de leurs membres, pour influencer sur la politique de la maison ; leur réflexe premier était justement de bâtir des défenses contre les abus du pouvoir. Souvent tel ou tel directeur, pour sortir de son rôle de « roi fainéant », à quoi le condamnait le système, s'appuyait sur tel syndicat pour mener à bien sa politique ; ces syndicats eurent ainsi des rôles exorbitants amenant des abus de pouvoir caractérisés.

Enfin chaque réalisateur ou producteur installé, faisait fonctionner

son ou ses émissions comme une petite « baronnie ».

### Népotisme et favoritisme

Face à une telle structure, on comprend que pour faire une émission à la radio ou à la « télé », mieux valait avoir un parent ou un ami influent ; la plupart des projets aboutissait par cette voie. A l'inverse, avec le meilleur projet du monde, si vous ne connaissiez personne, vous n'aviez qu'une petite chance de la voir aller jusqu'au bout. Encore faut-il dire que cette chance, aussi mince soit-elle, existait réellement. Jean d'Arcy et Albert Ollivier permirent à des gens honnêtes de faire de bonnes émissions ; le système se « cautionnait » en laissant faire.

### L'incohérence administrative et financière

Inutile d'insister, sinon pour ajouter que le système du « père Soupe » peut donner lieu à toutes les cocaseries mais aussi à toutes les tristesses lorsqu'il est à l'œuvre dans une entreprise de spectacles et d'informations aussi énorme que l'O.R.T.F.

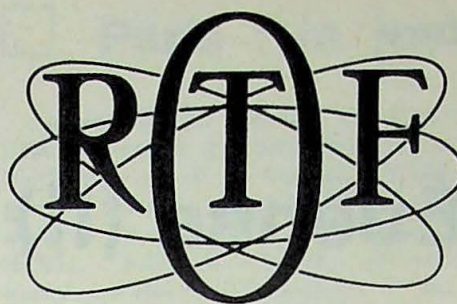
Donc, telles étaient les « écuries d'Augias » en 1964. Trois ans après, où en sommes-nous ? Claude Contamine vient d'être « liquidé » ; Pété lui a été fatal, car, en haut lieu, comme l'on dit, on s'est aperçu de la médiocrité des programmes et du journal télévisé.

### Disparition des programmes de qualité

Jean d'Arcy avait imposé le « direct » ; il en avait fait une politique, mais ce fut une réussite : les peu nombreux téléspectateurs de l'époque se souviennent encore des grandes « dramatiques » et des grands « En direct de... » qui marquèrent le reportage et l'information.

A Albert Ollivier, on doit le développement de la technique du film et une politique de dramatiques et de séries culturelles de qualité.

Depuis trois ans, rien de tel : aucune idée directrice dans les programmes. Pour lui, les deux spectacles types de ces trois dernières années sont « Au théâtre ce soir » (Pierre Sabbagh) et « Palmarès des chansons » (Guy Lux). Cet été 1967, on a voulu faire mieux encore, atteindre un « summum » : on additionnerait P. Sabbagh plus G. Lux ;



ce fut « Impossible n'est pas français ». Mais là, ce fut l'accident. Trop c'est trop. Les sondages furent désastreux ; les téléspectateurs privilégiés que sont Charles de Gaulle et G. Pompidou firent le reste : Contamine sauta.

Bien sûr, on dira qu'en regard, on a pu voir ces dernières années « Ubu-Roi » et « Le Cardinal d'Espagne », « Antoine et Cléopâtre » et le « Louis XIV » de Rossellini, et encore les variétés d'Averty. Il reste que les meilleures places sur l'antenne étaient données aux spectacles dégradants, que les moyens financiers et techniques importants leur ont été réservés, que le nombre d'heures d'antenne alloué était exorbitant et que c'est cet ensemble qui signe une politique.

### Dégradation définitive du Journal télévisé

Jamais le Journal télévisé, lequel est placé directement sous la coupe du ministre de l'Information, n'a rempli sa tâche. Du moins jusqu'en 1964, s'il a souvent péché, ce fut par omission, particulièrement dans le domaine intérieur français (guerre d'Indochine, guerre d'Algérie, problèmes sociaux, etc.) ; et puis la personnalité et le talent de certains présentateurs, tous écartés ou éliminés depuis, les Sallebert, Pasteur, Périscart, Penchenier, Lauzun, etc., compensaient un peu ces omissions par un commentaire libre et adulte.

Depuis, on a mis bon ordre à tout cela. C'est en fait un service de « Public Relations » du gouvernement, souvent mal fait d'ailleurs.

### La deuxième chaîne

On a souvent présenté comme une réussite de la direction actuelle le succès relatif de la deuxième chaîne, depuis six mois, sous l'impulsion personnelle de Jacques Thibau. On peut être sceptique. En matière de spectacle, ce succès repose sur la diffusion quasi quotidienne d'un film de commerce. Cela plaît au public et on le comprend car, en face du naufrage de la première chaîne, un film, bon ou médiocre selon les soirs, est un garant de cohérence. Mais c'est aussi une politique facile ; au rythme de trois cent films annuels, le stock commercial utilisable sera vite épuisé et nous serons condamnés aux redites.

En matière d'information, sur cette deuxième chaîne, si les formules de « Caméra III », de « Séance tenante » demeurent insuffisantes, il est vrai que « Zoom », par exemple, a fait montre de plus d'honnêteté. Mais « Zoom » comme le « Quart d'heure de d'Astier de la Vigerie », les « Faire face » et les « En direct » de la première chaîne, ne sont là que pour cautionner le Journal télévisé dans son ensemble.

Face à une faillite morale aussi grave, l'ancienne direction peut-elle mettre en regard une réussite dans la réorganisation de la maison ? Au féodalisme, au favoritisme et au népotisme ancien, à l'incohérence administrative et financière, une nouvelle O.R.T.F. est-elle née, bien organisée, moralisée, qui permettrait aux idées neuves d'une nouvelle direction de se concrétiser rapidement ? Et bien, il faut le dire, la faillite matérielle est aussi grave que la faillite morale. Pour la première fois, cette année, la production à la télévision est ralentie à ce point, qu'on peut dire qu'elle est nulle. C'est la première fois, depuis dix-huit ans, qu'une chose semblable se produit : caméramen, décorateurs, monteurs, se croisent les bras ou travaillent à des « broutilles » ; la plupart des réalisateurs et des producteurs sont en chômage ; un contrôle financier a permis de mettre à jour plusieurs milliards de francs anciens dépensés mais non comptabilisés et que le contrôleur financier a donné ordre de résorber à l'intérieur du budget de 1967. Naturellement, officiellement on parle surtout des investissements rendus nécessaires par le lancement de la couleur et les installations spéciales prévues pour la retransmission des jeux Olympiques de Grenoble.

Par ailleurs, jamais la féodalité et le favoritisme n'ont sévi comme aujourd'hui.

Il y a le clan des « minets » de Roger Stéphane, les jeunes gens « obéissants » de J. Thibau, les gens aux attaches politiques puissantes (Chérasse). Il y a aussi les dames du régime.

Quant à la gestion financière et la simplification administrative, pour quiconque a vécu intimement dans le système, quelle dérision... Rien n'a changé véritablement ; l'inertie, la complication sont toujours là.

Au revoir M. Contamine. Une chose est sûre, nous ne vous oublierons pas.

Au N° 15 de la rue Cognacq-Jay, un nouveau directeur vient de s'installer. On le dit travailleur, sympathique, intelligent, ayant fait preuve de caractère dans des entreprises difficiles. Ces belles qualités lui seront utiles pour s'attaquer aux « écuries d'Augias » que, plus que jamais, sont devenues les allées et les couloirs de la télévision et faire que cette maison devienne enfin, pour la nation tout entière, un instrument d'information, de culture et de loisirs qui est sa raison d'être. □



Jacques ROUFFIO (à gauche), réalisateur de « l'Horizon », en discussion avec des jeunes.

## Cinéma

### Autour de l'Horizon

Bernard Le Saux

Le 19 octobre dernier, l'association « Votre opinion » présentait dans la salle du musée de l'Homme, au palais de Chaillot : « l'Horizon », film de Jacques Rouffio, tiré d'un roman de Georges Conchon « les Honneurs de la guerre ». Ce film avait été sélectionné par « la Semaine de la critique » lors du dernier Festival de Cannes.

La sympathique équipe de « l'Horizon » était présente dans la salle : Jacques Perrin et Macha Méril, le couple vedette, Francis Girod, producteur, Jean-Louis Bory, acteur pour l'occasion, entouraient en effet le réalisateur.

Après la projection, un débat s'instaura et par l'intermédiaire des questions des spectateurs, différents aspects du film furent abordés et discutés, qu'il s'agisse de son intérêt proprement cinématographique, des difficiles conditions économiques de sa production ou du grave problème moral et politique qu'il pose, celui de la désertion.

Sur ce problème d'ailleurs, Jacques Rouffio déclara d'emblée « ne pas avoir voulu faire un film sur la désertion mais un film appelant à la méditation sur la désertion ».

Interrogé sur ses rapports avec le réalisateur et sur l'éventuelle « trahison » de son œuvre, l'auteur du roman, quant à lui, expliqua : Ce film, Rouffio et moi avons tenté de le faire pendant six ans. Il y a eu des versions successives de l'adaptation et des dialogues, donc je ne me souvenais plus du livre quand nous parlions du film. Lorsque j'ai vu « l'Horizon » monté, avec la musique, je me suis aperçu que c'était malgré tout la même chose que mon livre écrit il y a dix ans.

Henry Chapier, qui dès sa présentation à Cannes le défendit chaleureusement dans les colonnes de *Combat*, parla de « l'Horizon » comme d'un « très beau film, émouvant, accessible à tous les publics. Il ne s'agit pas d'un message, mais de quelque chose de beaucoup plus fort, un climat que Rouffio a su créer, un climat auquel la jeunesse actuelle est très sensible. Ce n'est pas du tout un film de 14, ce n'est pas un film d'époque, en costumes. C'est réellement un film jeune, un film de jeune cinéma.

Jean-Louis Bory estime qu'il s'agit d'un « film discrètement courageux, qui à tous les niveaux est constam-

ment en deçà, dont l'écriture cinématographique est très belle justement car tellement au point qu'elle ne se remarque plus. »

Il revenait à Francis Girod, producteur, d'évoquer la partie « commerciale », d'expliquer : « Vous présentez un projet de film se déroulant en 1917, époque maudite, ça n'intéresse personne. Il faut alors essayer de trouver des combines pour produire le film en dehors du système ; mais où les difficultés ressurgissent c'est que les gens qui travaillent au niveau de la production, vous les retrouvez, eux ou leurs sbires, au ni-

veau de la distribution. Comme le fait qu'un film se fasse contre eux, généralement ça leur reste en travers de la gorge, ils font tout pour vous empêcher de sortir. »

Devant toutes les difficultés rencontrées par ce film dans sa marche vers le public (et en l'occurrence « l'Horizon » a valeur de symbole pour tout un cinéma qui s'élabore courageusement en dehors du « système ») on en arrive à se poser la question : l'ambition de Jacques Rouffio : « j'ai voulu faire un film de réflexion qui ne soit pas raccourci » n'est-elle pas démesurée ? □

## Chansons

### Cosmos et fox-trot

Bernard Sizaire

Trois disques (1) nous rappellent opportunément que la chanson soviétique a, elle aussi, 50 ans. De ce demi-siècle de chansons, allant de la période héroïque de la révolution célébrée avec force par les chœurs de l'Armée rouge, à la période présente apaisée et plus variée, il faut surtout retenir les deux derniers disques consacrés à la Seconde Guerre mondiale et à l'époque contemporaine.

On voit comment progressivement le chant collectif fait place au chant individuel, sans que jamais soit oublié le sens de la communauté. Le pionnier, le géologue ou le cosmonaute remplacent le révolutionnaire et le soldat. Harmonies et rythmes évoluent et se diversifient : le lancement d'un spoutnik étant évoqué sur un air de slow ou de fox-trot, tandis que la valse musette est réservée aux sages amours de la petite ouvrière.

D'une manière générale on est frappé par l'allure vieillotte des chansons les plus récentes. Si elle veut sortir des flons-flons et des marches militaires, la chanson soviétique ne gagnera rien à copier maladroitement le style des night-clubs des années trente. De même que la chanson occidentale s'est partiellement renouvelée depuis quelques années en puisant dans le folklore et l'exotisme, la renaissance de la chanson soviétique passe par l'utilisation de ses inépuisables richesses folkloriques qui apparaissent timidement dans le second disque (chants populaires altaïques et tadjiks).

Cependant si la matière musicale paraît souvent archaïque, si l'orchestration demeure raide et pompeuse, les qualités des interprètes sont surprenantes. De si belles voix enrichies d'une solide éducation musicale semblent presque incongrues à qui s'est, hélas, accoutumé aux vociférations ou aux laryngites chroniques du music-hall occidental.

On peut parfois se demander si le public soviétique se passionne constamment pour l'aventure spatiale et la mise en valeur des terres vierges et s'il n'aspire pas parfois à des divertissements moins exaltants. Il est incontestable que les chansons d'aujourd'hui reflètent une orientation officielle, qu'on souhaiterait moins systématique, mais qui mise sur la grandeur de l'homme. Ces chansons représentatives des mouvements de la société soviétique, demeurent exemplaires et stimulantes, car quand les délices de l'économie de consommation se profilent trop nettement, l'avertissement retentit :

« Ne crois pas que tout soit acquis,  
Que tous les orages soient passés.  
Sois toujours prêt pour quelque  
[grande tâche.] »

(1) 3x30 cm, *Chant du Monde*, vendus séparément.

## A lire

● Roland Cayrol : « François Mitterrand ». *Fondation nationale des sciences politiques*, Recherches 5, 166 p., 25 F.

Roland Cayrol suit la gauche française à la trace. Ce chercheur est de tous les congrès, de toutes les réunions : il observe, note et soumet de temps à autre le fruit de son labeur. Au surplus, il ne dissimule pas ses sympathies à la gauche nouvelle ; ce qui achève de nous le rendre sympathique. Ici, il refait l'itinéraire de F. Mitterrand, des débuts jusqu'à aujourd'hui. Au-delà de la politique quotidienne, cette étude apporte une moisson de renseignements sur un homme finalement mal connu si l'on en juge par l'absence de biographies à lui être consacrées.

● Nous conseillons vivement la lecture d'un roman récent de Marcel Séguier, *Su Casa* (aux éditions Denoël). Notre ami Séguier s'inspire en la renouvelant de la tradition populiste. Emmanuelle Stein dira prochainement tout le bien qu'il convient de penser de *Su Casa*. □

Congrès C.F.D.T.

## Une vaste réflexion

Christian Guerche

Les problèmes abordés par le congrès de la C.F.D.T. n'étaient pas minces. Ce sera le premier mérite des assises, qui se sont tenues à Issy-les-Moulineaux, d'avoir permis une très large confrontation sur des questions qui préoccupent non seulement les militants cégétistes, mais bien l'ensemble de la gauche socialiste de ce pays.

Avant la tenue du congrès, on avait beaucoup dit que ce serait un congrès de transition. Dans le jargon politique, cette formulation annonce souvent des travaux biaisés, où les vraies questions disparaissent pour ne laisser place qu'à des unanimités de façade, à moins que de faux débats, se mêlant aux vrais, n'empêchent les vrais problèmes de surgir et d'être discutés en pleine lumière.

Il n'en a pas été ainsi, et c'est tant mieux. Certes, toutes les questions posées, et notamment les rapports entre partis et syndicats, comme la définition d'une politique économique et la stratégie qu'elle suppose pour triompher, ne pouvaient trouver aujourd'hui leur solution. Mais la vaste réflexion à laquelle s'est livré le congrès, la qualité des interventions montrent que l'on a pris la bonne

voie. Elle n'était pas et ne sera pas sans écueils. Mais nous avons trop dit, ici, que la gauche ne triompherait que si elle savait aborder et résoudre les vraies questions qui se posent à elle, pour que nous songions à nous étonner de telle contradiction ou de telle insuffisance. Seuls les dogmatiques que toute recherche impatiente, et les opportunistes que toute réflexion dérange, verront des inconvénients aux affrontements qui sont apparus ou se sont dessinés.

Cela dit, trois grandes questions ont dominé le congrès : les résultats de l'accord d'unité d'action avec la C.G.T., les rapports entre la C.F.D.T. et les partis de gauche, la stratégie de la C.F.D.T. en matière économique et sociale.

### Unité d'action avec la C.G.T. confirmée

La grande presse réactionnaire, et en premier lieu *le Figaro*, a fait preuve en la matière d'une particulière sottise. Confondant les préoccupations de nombre de militants à tous les niveaux avec celles qui lui sont propres, elle avait espéré que l'accord du 10 janvier entre la C.G.T. et la C.F.D.T., qui a incontestablement permis la relance de la bataille revendicative, allait être rompu au congrès.

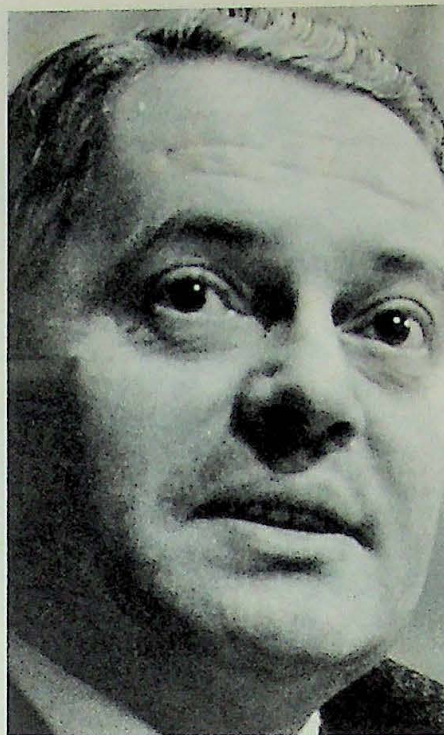
C'était prendre ses désirs pour des réalités, mais c'était surtout montrer une méconnaissance absolue des préoccupations syndicales.

L'unité d'action syndicale pose en effet trois sortes de problèmes :

— Les premiers sont d'ordre tactique et d'efficacité. La question qui était posée était de savoir si cet accord avait eu un effet positif sur le niveau des luttes et le tonus des batailles revendicatives ;

— Les seconds sont liés à la pratique de l'unité d'action. De ce point de vue, de nombreuses critiques se sont élevées concernant la conception que la C.G.T. se fait de celle-ci dans de nombreux endroits. Les difficultés qui se manifestent prouvent que ce n'est pas un problème abstrait. Le congrès a cependant jugé qu'elles sont loin d'être insurmontables ;

— Les troisièmes, probablement les plus importants, portent sur le contenu de cet accord. Cette plateforme limitée sera-t-elle suffisante pour promouvoir à long terme l'action syndicale ? N'est-elle pas dans les faits contradictoire, avec l'approche faite par la C.F.D.T. de la planification démocratique ? Enfin, ne risque-t-elle pas de faire disparaître la personnalité de la C.F.D.T. qui,



André Jeanson, nouveau président de la C.F.D.T.

du coup, risquerait de perdre de son influence, au bénéfice de son partenaire ?

Ces thèmes ont été abondamment développés à la tribune. En votant massivement pour le rapport présenté par Eugène Descamps, le congrès, tout en prenant conscience de ces risques, a estimé que l'expérience devait être poursuivie. Mais l'éclairage de l'accord s'en trouve quelque peu transformé. « Notre accord est tactique », a dit à plusieurs reprises Eugène Descamps, marquant un coup d'arrêt, sinon à sa réalité, du moins à certaines interprétations qui avaient pu être faites ici et là (1).

### La C.F.D.T. et la gauche politique

Dans le rapport du secrétaire confédéral, les interventions, et les conclusions du nouveau président, André Jeanson, les relations entre la C.F.D.T. et les partis politiques de gauche ont tenu une place de choix.

La résolution finale se borne à dire ceci : « La C.F.D.T. considère que le syndicalisme démocratique représente une force collective parmi d'autres dont l'activité est indispensable à la vie publique de la nation. De ce fait, il est le seul juge des limites qu'il peut mettre aux aspects politiques de son action. Elle se déclare convaincue que tout en distinguant rigoureusement ses responsabilités de celles des partis politiques, le syndicalisme contribue, par sa pensée et son action, à susciter les conditions favorables à l'élaboration et à la création de structures politiques nouvelles.

« Cette position conduit la C.F.D.T. à rechercher le dialogue avec toutes les formations politiques qui partagent ses aspirations, ses perspectives de transformation de la société et sa volonté de progrès social. »

Sur les formes et le contenu de ce dialogue, ainsi que sur les partenaires politiques privilégiés, la discussion ne fait que s'ouvrir. S'il est vrai que la F.G.D.S. a été souvent présentée comme un partenaire essentiel, la référence à Grenoble, comme lieu de rencontre et surtout comme type de démarche et de recherche particulièrement utile, montre que la C.F.D.T. cherche les moyens et les cadres dans lesquels son intervention serait efficace.

On connaît notre position à ce sujet. (Nous la formulons de nouveau avec d'autant plus de tranquillité que le P.S.U. a été souvent cité à la tribune, et évoqué dans les contours du congrès.) Le problème essentiel pour la gauche socialiste est celui du contenu d'un programme commun, qui comporte des réformes de structures suffisamment importantes pour que l'application de ce programme ouvre la voie au socialisme dans notre pays.

La contribution des syndicats, en tant que tels, à l'élaboration de ce programme constitue une donnée essentielle de sa réussite. Il serait vain de se cacher que cette démarche présente des difficultés et des risques. Elle nous paraît cependant préférable à une séparation des tâches rigoureuse, qui permet, tout en dialoguant, de se renvoyer la balle aux moments difficiles, le politique s'inquiétant de l'insuffisance du mouvement syndical et vice versa.

Les discours de Gilbert Declercq et Edmond Maire (qui fait son entrée au bureau confédéral) firent beaucoup pour éclairer le débat. On peut dire qu'une certaine conception « spontanéiste » du syndicalisme a été écartée. Il reste cependant bien des questions posées. Du vieux rêve d'un travaillisme français à la stratégie du « contre-plan », il y a plus que des nuances. Des oppositions réfléchies et des divergences sérieuses.

### A propos du Vietnam

Reste un débat qui a rebondi à la fin du congrès, au sujet de l'action de la C.F.D.T. à propos du Vietnam. Une partie minoritaire souhaitait voir la C.F.D.T. s'engager plus nettement dans toutes les actions qui se développent en France, pour manifester notre solidarité avec le peuple vietnamien. Le congrès, tout en acceptant un certain nombre d'amendements qui durcissaient incontestablement, et heureusement, la condamnation de l'agression américaine, a refusé de suivre ceux qui demandaient une participation plus nette et plus grande dans les actions en cours. On ne peut que le regretter, surtout si l'on se souvient de la participation, décisive par bien des aspects, de la C.F.D.T. aux manifestations de masse contre la guerre d'Algérie. □

(1) De ce point de vue, on notera la prudence exemplaire et inhabituelle des commentaires du congrès par *l'Humanité*. Elle a singulièrement tranché sur les commentaires du congrès de 1964.

LE DROIT SOCIAL  
SANTÉ SECURITÉ  
EMPLOI SALAIRES  
DUREE DU TRAVAIL  
NEGOCIATIONS PR  
RETRAITE DROIT  
SYNDICAL

34<sup>e</sup> congrès

cfdt

ISSY LES MOULINEAUX 9-12 NOV. 1967